

## Déclaration de la CSI à la suite de l'approbation de la norme ISO 45001 sur les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail

Le 23 septembre 2017, un comité de projet (PC283) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a réaffirmé l'approbation d'un projet de norme internationale sur les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail (45001). Par conséquent, l'ISO décidera bientôt s'il convient d'adopter immédiatement la norme ou de publier un nouveau projet en vue d'un vote final par oui ou par non de la part des organismes nationaux de normalisation. La décision du comité de projet est le fruit de plusieurs années de votes et de négociations, qui ont abouti à six jours de réunions du groupe de travail et du comité de projet afin de répondre aux commentaires finaux sur la norme. Ces réunions se sont déroulées du 18 au 23 septembre 2017 à Ayer Keroh, en Malaisie.

La CSI a participé à ces réunions aux côtés de représentants des syndicats nationaux, notamment le Congrès du travail du Canada (CTC), le Syndicat argentin de la construction (UOCRA - CGT RA), le Conseil australien des syndicats (ACTU) et le syndicat suédois Unionen. Des représentants de l'Organisation internationale du travail ont également participé. Les réunions étaient principalement composées de représentants de l'industrie, d'employeurs, de consultants privés, d'auditeurs et de membres d'organismes nationaux de normalisation.

En dépit d'une représentation déséquilibrée, les syndicats sont parvenus à obtenir, en partenariat avec les délégations française et italienne, quelques avancées significatives dans l'adaptation du projet de norme au profit des travailleurs, tout en préservant les gains durement acquis précédemment malgré la forte opposition des représentants de l'industrie et de nombreuses organisations de normalisation. Il a notamment été convenu d'inclure dans la norme :

- Exigences en matière de consultation et de participation des travailleurs aux systèmes de gestion de la SST ;
- Exigences en matière de respect des conventions collectives sur la SST ;
- Exigences en matière de soutien à l'établissement et au fonctionnement des comités de santé et de sécurité ;
- Une protection comparable à celle des employés standard en matière de SST pour les entrepreneurs, les travailleurs sous contrat irrégulier et les travailleurs sous-traités ;
- Des mesures renforcées pour éliminer les dangers et minimiser les risques ;
- L'inclusion des risques psychosociaux comme devant être pris en compte par les systèmes de gestion de la SST ;
- Exigences concernant la communication d'informations pertinentes aux travailleurs et à leurs représentants ; et
- Des protections des travailleurs contre les représailles lorsqu'ils signalent des risques professionnels en matière de santé et de sécurité.

Nonobstant ces avancées, la CSI conserve plusieurs réserves majeures à l'égard de la norme, car elle n'offre toujours pas aux travailleurs certaines garanties essentielles en matière de SST. La CSI relève également que le texte ne respecte pas entièrement les normes internationales du travail en vigueur, à savoir la Convention 155 et la Recommandation 164 de l'OIT, ainsi que les lignes directrices du système de gestion de la SST de l'OIT. La CSI déplore que les membres du groupe de travail aient voté contre l'idée d'ouvrir un dialogue sur plusieurs des remarques que l'OIT ainsi que les représentants des travailleurs avaient présentées comme prioritaires, et ce, malgré le fait que les travailleurs sont les premiers bénéficiaires des systèmes de gestion de la SST. Ces remarques avaient suggéré d'inclure dans la norme :

- l'obligation de fournir gratuitement des équipements de protection individuelle aux travailleurs ;
- l'obligation d'offrir une formation en SST aux travailleurs sans frais et pendant les heures de travail ;

- veiller à ce que les travailleurs aient la capacité de se soustraire à des situations dangereuses et à ce qu'ils soient protégés contre les représailles lorsque cela se produit (étant donné que la norme ne prévoit que des moyens d'assurer la sensibilisation des travailleurs à l'égard de ces mesures).

La CSI a par ailleurs fait part de son mécontentement devant le refus du Groupe de travail et du Comité de projet de l'ISO de donner suite à plusieurs remarques éditoriales formulées par le secrétariat de l'ISO qui affaiblissaient le texte au détriment des travailleurs, à savoir supprimer la disposition stipulant que les équipements de protection individuelle doivent être fournis par l'employeur et qu'il convient d'en assurer l'utilisation. Les délégués des travailleurs ont néanmoins obtenu de conserver l'obligation de mettre en œuvre la hiérarchie des mesures de contrôle des risques, qui exige l'utilisation d'équipements de protection lorsque les risques ne peuvent être éliminés ou contrôlés au moyen des mesures privilégiées.

Commentaires des représentants syndicaux qui ont participé aux négociations concernant la norme :

*« Au cours des six réunions du comité de projet, nous nous sommes battus avec acharnement pour défendre les droits des travailleurs à un environnement de travail sain et sécurisé et exiger que les organisations assurent la pleine participation des travailleurs à tous les aspects d'un système de gestion de la santé et de la sécurité. En étroite collaboration avec nos collègues de l'OIT et d'autres participants syndicaux, nous avons insisté pour que les normes internationales du travail (NIT) inscrites dans les conventions et recommandations de l'OIT soient respectées et incorporées dans ce projet de norme. Nous sommes parvenus à de bons résultats malgré la structure et les règles procédurales de l'ISO qui limitent la capacité des syndicalistes, des représentants des travailleurs et des autres délégués à débattre pleinement de ces questions, » Larry Stoffman, Congrès du travail du Canada.*

*« L'ACTU se félicite des progrès importants qui ont été réalisés pour répondre à ses préoccupations concernant le soutien à l'établissement et le fonctionnement des comités de santé et de sécurité ainsi que pour s'assurer que les processus de travail sous-traités continuent de faire partie du système de gestion de santé et de sécurité au travail du principal employeur. Le manque de progrès sur les autres questions prioritaires identifiées par la CSI est décevant, mais l'ACTU reste déterminé à faire en sorte que les droits des travailleurs soient compris et respectés lors de la mise en œuvre de la norme ISO 45001, » Sean Marshall, Conseil australien des syndicats.*

*« Nous sommes satisfaits de ce que nous avons pu réaliser jusqu'à présent, surtout en matière de participation des travailleurs, mais pas du processus de cette dernière réunion. Nous n'avons pas pu discuter et résoudre convenablement de questions importantes qui, selon nous, auraient dû améliorer la norme, » Martine Syrjänen Ståhlberg, syndicat suédois Unionen.*

La CSI tient à attirer l'attention sur les succès remportés de haute lutte et les préoccupations qui subsistent au sujet de la norme et du processus qui a permis son élaboration. Bien que cette norme pourrait procurer d'importants avantages aux travailleurs, en particulier à ceux qui ne bénéficient pas déjà d'une protection efficace en matière de SST dans leur législation nationale ou dans leurs conventions collectives, elle reste faible en ce qui concerne plusieurs préoccupations majeures relatives à la protection des travailleurs et elle pourrait donc ne pas résoudre celles qui sont nécessaires pour mettre en place des systèmes efficaces de gestion de la SST.

Si les membres de l'ISO votent un projet final de cette norme, la CSI recommande que les syndicats l'examinent attentivement afin de déterminer si leurs organismes nationaux de normalisation devraient l'accepter. Si elle devait être adoptée sans nouveau vote, étant donné que les organismes nationaux de normalisation pourraient encore avoir la possibilité de réviser la norme avant de l'appliquer dans leur contexte national, les syndicats seraient alors encouragés à tenir compte de ces préoccupations et à plaider en faveur des amendements qui leur semblent pertinents. De plus, la CSI encourage les syndicats du monde entier à veiller activement à ce que les dispositions positives de la norme, une fois adoptée, soient respectées et interprétées comme prévu lorsqu'elles ont été négociées par les représentants des travailleurs.

En outre, la CSI continuera de demander à l'ISO de s'abstenir d'élaborer unilatéralement des normes relatives aux questions du travail qui manquent de cohérence avec les normes internationales du travail et découlent de processus non transparents et non représentatifs.

*Si vous avez des questions, veuillez contacter Evelyn Astor à l'adresse [Evelyn.Astor@ituc-csi.org](mailto:Evelyn.Astor@ituc-csi.org)*